

Tendances

En visite au Bangladesh à la tête d'une délégation, le Chef d'Etat-Major koweïtien le général Mohammad al-Khoder a été victime d'un accident d'hélicoptère dont il est sorti indemne selon un communiqué du Ministère



francekoweit • Follow

francekoweit #Repost @moinformation

تعرض المروحية المقلدة لرئيس الأركان والوفد المرافق له لحادث أثناء هبوطها في بنغلادش دون وقوع إصابات والتأكد من سلامة الجميع
يسر كل من سعادة سفير فرنسا لدى دولة الكويت والملحق العسكري و فريق عمل السفارة الفرنسية خير سلامة رئيس الأركان العامة للجيش، الفريق الركن محمد الخضر والوفد المرافق له

FR EU

Madame l'ambassadeur de France au Koweït, l'attaché de Défense et l'ensemble du personnel de l'ambassade se réjouissent d'avoir appris que ni le Chef d'Etat-Major des Armées koweïtiennes, ni personne de la délégation koweïtienne, n'ont été blessés.

#kuwait #koweit #france
#cooperationfrancokoweïtienne



143 likes

JANUARY 3

Add a comment...

(KUNA, 03/01). L'appareil était russe, l'équipage bangladais, les passagers koweïtiens, et la météo peu clémente. L'Ambassadrice de France au Koweït Mme Marie Masdupuy, son attaché de défense et l'ensemble du personnel de l'Ambassade, ont aussitôt (03/01) adressé un message de courtoisie au CEMA, sur les réseaux sociaux. La réactivité de l'Ambassade de France sera certes appréciée par l'état-major koweïtien qui entretient des liens réguliers avec le bureau de l'Attaché de défense français. La coopération militaire entre le Koweït et la France peut d'ailleurs bénéficier du renouvellement de l'équipe diplomatique française sur place, si elle était portée par une réelle volonté politique.

L'accord de coopération militaire signé en août 1992 entre les deux pays a été complété en octobre 2009 par la signature d'un nouvel accord portant sur l'échange d'informations, l'assistance, la formation et l'équipement des forces armées.

Koweït : coopération stratégique accrue avec la France

📄 | T+ | T- | f | t | in | ↗

Update : 28/06/2010

Le ministre de la défense Hervé Morin a reçu, mercredi 21 octobre à l'hôtel de Brienne à Paris, son homologue koweïtien Cheikh Jabir Mubarak Al Hamad Al Sabah, également Premier vice-premier ministre de l'Etat du Koweït.

Les deux ministres ont signé un accord de coopération bilatérale dans le domaine de l'échange d'information, l'assistance, la formation et l'équipement des forces armées. Cet accord « ouvre la voie à une coopération stratégique entre les armées françaises et koweïtiennes », s'est félicité le Cheikh Jabir lors d'une conférence de presse. Il « complète et prolonge » le précédent accord, signé le 18 août 1992.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

L'accord de 2009, signé à Paris à l'occasion de la visite du Ministre de la Défense de l'époque cheikh Jaber al-Moubarak al-Hamad Al Sabah, « ouvre la voie à une coopération stratégique entre les armées françaises et koweïtiennes » selon les termes employés par ce dernier qui était également vice-Premier ministre. Sur son site, le Ministère français des Armées [www.defense.gouv.fr] annonçait « une coopération stratégique accrue avec la France » et jouait le jeu du Ministre koweïtien de la Défense d'alors en affirmant que le Koweït serait « fier » de disposer du Rafale au sein de ses forces armées. Le Koweït, qui parfois fait miroiter à la France d'importants contrats d'armement, précisait par la voix de cheikh Jaber qu'il « espère bientôt voir une offre à ce sujet » et que cette offre « serait étudiée très sérieusement et de façon très claire par l'armée de l'air koweïtienne ».

A l'occasion de cette même visite, le Ministre koweïtien (promu Officier de la Légion d'Honneur le 16/12/2009), a également manifesté son intérêt pour d'autres technologies militaires françaises, évoquant « la marine, les systèmes d'armes de défense aérienne et les hélicoptères ». Parmi les programmes ayant pu être conclus et finalisés depuis, celui des hélicoptères Caracal : le contrat, signé en août 2016, plusieurs mois après l'annonce d'une série d'accords et déclarations d'intention portant sur des armements terrestres (Sherpa), aériens et maritimes, se retrouve aujourd'hui au cœur d'un scandale politico-financier.



Le contrat franco-koweïtien (30 appareils, €1,07md) a été conclu en un temps record, et il a été signé en présence des Ministres de la Défense koweïtien et français de l'époque. Ce contrat, signé sans contrepartie économique, est le contrat d'armes le plus important jamais conclu entre les deux pays. Une dizaine d'années auparavant, en 1995, la France vendait au Koweït huit patrouilleurs (CMN), avant de perdre pied sur ce marché. Le contrat Caracal est « l'occasion de renforcer les liens entre la France et le Koweït » affirmaient les sources françaises proches de Jean-Yves Le Drian. L'affaire a éclaté en France (révélations du journal Marianne du 14/12/17 : « *Quand un agent koweïtien réclame 64 millions d'euros à Airbus Helicopters* ») avant d'être rapportée par les médias koweïtiens (le journal al-Rai) puis soulevée par un député de l'Opposition (Moubarak al-Hajraf) devant le Parlement (20/12/17).

Marianne MENU 🔍

LACTALIS RETRAITE

Exclusif

Quand un agent koweïtien réclame 64 millions d'euros à Airbus Helicopters

Par Marc Endeweld

Publié le 14/12/2017 à 09:00

Une affaire qui ressemble au départ à un règlement de compte franco-français, et qui est aussitôt récupérée par l'Opposition koweïtienne qui offre ainsi au nouveau gouvernement l'opportunité de se saisir d'un premier dossier de corruption impliquant l'équipe précédente. Le gouvernement, nommé récemment, avec au poste de Ministre de la Défense le propre fils de l'émir Sabah el-Ahmad Al Sabah, s'est montré particulièrement sensible et réactif sur le dossier de la corruption. Avec ce dossier franco-koweïtien, et qui concerne la défense, il donne le ton et inaugure une nouvelle ère de lutte contre la corruption qui gangrène le système. Le 20/12/17 (*KUNA*), le porte-parole du gouvernement koweïtien le ministre d'Etat aux affaires du gouvernement Anas al-Saleh, déclarait qu'il « a été décidé de soumettre le contrat sur les hélicoptères Caracal à l'Autorité publique de lutte contre la corruption pour ouvrir une enquête et prendre les mesures nécessaires ». Il a précisé que la décision a été prise par le même cheikh Jaber Mubarak Al Sabah, aujourd'hui Premier ministre, et qu'il a également été décidé de déférer l'affaire à la Cour des comptes pour vérifier toutes les données, les documents et les procédures de l'accord ».

Pour l'Ambassadrice de France, qui travaille désormais sous l'autorité de celui qui a piloté ce programme côté français lorsqu'il était Ministre de la Défense, l'actuel Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, ce dossier s'inscrit droit dans le cadre de sa mission de « diplomatie économique ». Mme Masdupuy pourrait choisir de ne pas s'immiscer dans cette affaire et la laisser aux industriels et aux Ministères directement concernés au Koweït et en France. Mais cette affaire, devenue un scandale au Koweït, concerne aussi bien l'image de l'industriel Airbus Helicopters, que celle de la France tout court. Elle pourrait affecter la coopération militaire entre les deux pays, et rendre encore plus difficile la conduite des négociations et la finalisation des contrats de ventes d'armes et d'équipements français à l'émirat (où on a toujours en mémoire les scandales franco-français liés au contrat de déminage du Koweït, notamment avec la Sofremi...).

Un dossier, qui concerne Airbus Helicopters et son « agent » et qui pourrait être réglé devant la justice, tout bonnement, s'il ne s'agissait pas d'un domaine aussi sensible que celui de l'armement, et d'un nom aussi prestigieux que celui d'Airbus. Surtout, une telle affaire pourrait discréditer les réseaux de négociateurs sur la voie Paris-Koweït, y compris ceux qui bénéficient d'une bienveillance auprès des officiels français. L'intervention de l'Ambassade pourrait ne pas suffire, à moins qu'elle ne soit coordonnée par son Ministre de tutelle et le Ministère des Armées.

La suite du numéro 17 de la *LettreM* et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 16 • 02 janvier 2018](#)
[LettreM • Numéro 15 • 19 décembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 14 • 5 décembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 13 • 21 novembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 12 • 7 novembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 11 • 10 octobre 2017](#)
[LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017](#)
[LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017](#)
[LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017](#)
[LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017](#)
[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)
[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)
[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)
[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)
[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)
[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord
Beyrouth • Numéro 17 • 16 janvier 2018

Middle East Strategic Perspectives
Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me